



## Déjeuner du Cercle Europe et Economie sociale Anne Houtman, Représentation de la Commission – Juin 2014

Le 20 juin 2014, les membres du Cercle Europe et Economie Sociale (CEES) se sont réunis autour de Anne Houtman, qui dirige la Représentation en France de la Commission européenne, afin d'évoquer avec elle le nouveau visage du Parlement européen sous sa 8e législature (2014-2019), ainsi que les négociations encore en cours pour désigner le futur Président de la Commission.

Lors du déjeuner, Anne Houtman a d'une part présenté son travail à la tête de la Représentation en France de la Commission, et a confié son analyse des résultats des élections européennes, alimentée par sa propre position intermédiaire entre la France et Bruxelles. Elle a également discuté avec les membres présents des manières de mieux travailler avec le Parlement européen et ses spécificités pour la mandature qui débute.



Ayant débuté sa carrière à la Commission européenne au milieu des années 1980, Anne Houtman a en particulier été chef de cabinet adjoint de Romano Prodi, alors président de la Commission, et dirigé la DG Marché intérieur et services.

Depuis septembre 2010, elle est à la tête de la Représentation en France de la Commission européenne.

A l'automne, elle devrait par ailleurs rejoindre la DG Energie à Bruxelles.

### Les missions de la Représentation en France de la Commission européenne

Anne Houtman a d'une part présenté les missions de la Représentation en France de la Commission européenne dont elle est à la tête.

Dans l'ensemble, elle a expliqué avoir un travail triple :

- Un rôle d'information vis-à-vis de la Commission : sur un mode comparable à des notes d'ambassade, il s'agit ainsi de faire remonter l'information française vers Bruxelles, notamment la réception en France de certaines décisions de la Commission. ;
- Un rôle d'information vis-à-vis de la presse nationale : des briefings sont ainsi organisés pour la presse française, avec un important travail de pédagogie pour pallier le manque de formation des rédactions en France sur les questions européennes. Ce travail de pédagogie se prolonge également en formations en France et à Bruxelles proposées aux journalistes, afin de les sensibiliser davantage aux affaires européennes ;
- Un rôle de communication plus général pour la Commission : la Représentation passe par exemple des appels d'offres et propose des subventions à des organisations (Crij, Maisons de l'Europe ...) afin qu'elles communiquent à un niveau local sur l'Union européenne. Elle anime également un réseau d'orateurs qui interviennent sur la France entière pour parler d'Europe ;

Anne Houtman ajoute également un rôle protocolaire : la Représentation accueille ainsi les commissaires européens en France et organise leurs visites sur place.

### Les élections européennes – Résultats et explications

Anne Houtman a également profité du déjeuner du CEES pour confier son analyse du résultat des élections européennes, « une catastrophe, mais pas une surprise » selon ses termes. Les causes selon elles sont multiples dans le cas français.

Médias, système politique et milieux scolaires n'ont d'abord pas pris leurs responsabilités à l'approche des élections européennes. Les partis de gouvernement en particulier se sont révélés incapables de livrer un message clair sur l'Europe du fait de leurs propres divisions internes sur la question, laissant le champ libre à des partis au message sans ambiguïté comme le FN.

L'Union européenne elle-même a sa part de responsabilité. D'une part, la Commission Barroso II a tenu à afficher jusqu'au bout un caractère non-partisan, n'assumant pas les choix opérés comme des décisions politiques, et corroborant ainsi les critiques qui lui sont faites d'être un organe purement technocratique sans contrôle politique. D'autre part, l'UE tend à ne communiquer qu'avec une élite déjà conquise à l'idée européenne, tandis que les responsables politiques européens sont « trop protégés » par leurs collaborateurs, et s'exposent trop peu pour faire valoir leurs propres arguments en faveur de l'Europe.

Plusieurs peurs brouillent la perception qu'ont les Français de l'UE. En premier lieu, une peur identitaire, alors que l'UE cherche a contrario à se construire sur la défense de la diversité européenne à l'échelle globale. En second lieu, une peur du déclassement qui est en revanche bien réelle. En réponse, l'UE devrait insister sur sa propre devise « Unie dans la diversité » pour rappeler que union ne signifie pas uniformisation.

Enfin, en France l'incompréhension domine envers l'UE en raison de ce que Mme Houtman a qualifié de « lunettes françaises », autrement dit différents prismes culturels qui faussent la perception qu'ont les Français de l'UE :

- En raison du centralisme français, les Français comprennent le fédéralisme comme une simple centralisation des pouvoirs, y voyant ainsi un risque pour la souveraineté nationale ;
- La culture du conflit politique rend également difficilement compréhensible, voire suspecte, la culture du compromis qui domine dans les instances européennes ;
- Du fait du régime semi-présidentiel de la Ve République, dans lequel l'exécutif tend à dominer le législatif, les Français surestiment le pouvoir de la Commission, alors qu'elle ne bénéficie en réalité que d'une faible marge de manœuvre face au Parlement européen et au Conseil. Cette perception donne davantage de force aux critiques qui lui sont adressées en tant qu'organe « non démocratique » mais doté d'importants pouvoirs ;
- En France, le politique domine l'économique et le juridique, alors que l'UE s'est construite avant tout sur le marché unique et sur le droit.

L'ensemble de ces éléments permet ainsi selon Anne Houtman de mieux comprendre la vague eurosceptique aux élections européennes en France.

## Comment travailler avec le nouveau Parlement européen ?

---

Un rapide panorama des groupes politiques au PE a enfin été dressé. Globalement, l'équilibre reste proche de la précédente législature : le PPE reste le premier groupe suivi du S&D, l'ECR passe troisième suivi de très près par l'ADLE, le GUE monte en puissance en tant que cinquième groupe, les Verts se maintiennent, et enfin l'EFDD parvient à se reconstituer grâce à une défection surprise d'une eurodéputée FN. Ainsi, le FN ne parvient finalement pas à constituer son groupe eurosceptique.

Le constat est donc sans ambiguïté pour l'influence française : les délégations des partis français dans les groupes au PE pèsent moins que sous la 7e législature du PE, et n'obtiendront donc que peu de postes clés (présidences de groupes et de commissions parlementaires, coordinateurs, rapporteurs), tandis qu'un tiers de la délégation française ne disposera pas de groupe.

Dès lors, comment travailler avec le PE alors que la France y est plus affaiblie que jamais ? Plusieurs solutions ont été évoquées. Il est ainsi crucial pour les français de s'ouvrir davantage aux autres délégations au PE, en particulier aux Allemands qui s'apprêtent à dominer la 8<sup>e</sup> législature. Il est également essentiel de renforcer la coopération avec les fédérations et réseaux européens pour peser davantage auprès des institutions.